

Faire l'Europe ensemble. Transfert de valeurs culturelles

Ewa Martin, Renata Varga ¹

RÉSUMÉ

Dans la phase actuelle de l'élargissement et dans le contexte du débat sur la réforme des institutions européennes, qui engage une partie des élites politiques des pays membres de l'Union Européenne, il faut s'interroger sur les significations que les actuels et futurs citoyens ordinaires de l'Europe, donnent à cette communauté? Que partagent-ils? Que souhaitent-ils partager? À quoi renonceront-ils, pour s'inscrire dans un idéal européen?

Ce texte expose les résultats d'une recherche expérimentale sur les valeurs européennes partagées par les représentants des trois nations ² et apporte un éclairage sur les conditions psychosociologiques dans lesquelles se construit l'Europe de demain. Dans l'ensemble nous avons pu observer que les zones de partages envisagées par les groupes interrogés se présentent plus sur le plan de la complémentarité. Par contre, lorsqu'il s'agit de renoncement, les groupes nationaux s'accusent d'un manque d'esprit européen, d'un manque de compréhension des autres. Les acquis à garder absolument (troisième partie de notre recherche, sont pensés en fonction de cultures nationales spécifiques, niveau de vie pour les Allemands, défenseurs de la prospérité économique, liberté pour les Français, attachés aux valeurs républicaines. Les Polonais, fiers de leurs traditions et de leur culture nationale se posent la question: qu'apporterons-nous dans la future l'Union, quelle sera notre place réelle dans l'Union élargie, serons-nous enfermés dans le rôle de l'ouverture orientale et de la frontière Est de l'Union? Ces interrogations sont partagées par tous les peuples qui restent encore dans l'antichambre de l'Union, car si l'Europe est vécue par les habitants de tous ces pays comme une opportunité historique, elle présente également un certain nombre de menaces, en termes de perte d'autonomie économique et politique, et peut-être, à terme, de disparition des identités culturelles spécifiques.

¹ Université Stendhal, Grenoble 3, Laboratoire LIDILEM, France.

² Il s'agit en occurrence des Allemands, des Français et des Polonais.

La perspective européenne et ses interrogations

Nous savons que les débuts de la construction européenne sont liés à la volonté d'effacement des conflits entre les peuples qui ont partagé la douloureuse histoire du dernier siècle et à la mise en place d'une paix durable en Europe. Deux idées majeures ont motivé les pères fondateurs de la Communauté Economique du Charbon et de l'Acier, puis ceux de la Communauté Européenne. Il s'agissait de la coopération pacifique entre les États nations et les peuples européens en vue de la construction d'un espace de paix et de prospérité économique. Ces valeurs se trouvent toujours au cœur du projet européen actuel, et constituent, autant pour ceux qui font partie de l'Union Européenne, que pour ceux qui aspirent à y entrer, une base commune partagée et clairement identifiée.

Dans la phase actuelle d'élargissement européen vers les pays de l'Est et du Sud européen, et dans le contexte du débat sur la réforme des institutions européennes qui engage une partie des élites politiques des pays membres, il est intéressant de savoir quelles significations les actuels et futurs citoyens ordinaires de l'Europe, donnent à cette communauté?

Que partagent-ils? Que souhaitent-ils partager? À quoi renonceront-ils, pour s'inscrire dans un idéal européen? En effet, le projet d'aujourd'hui, le projet à travers lequel les Européens tentent d'apporter des éléments de réponse aux défis de la globalisation, consiste à donner plus de poids et de force aux institutions européennes, et pose la question de la place des États nationaux et de l'importance des cultures nationales dans la future L'Europe élargie.

De ce fait, aux niveaux des simples acteurs sociaux, citoyens de l'Union, de multiples questions se posent. Comment être ou devenir Européens sans perdre nos repères culturels, nos traditions à travers lesquelles un lien entre le passé et l'avenir d'une communauté nationale peut être sauvegardé. Que doit-on accepter de perdre dans la future Europe pour qu'elle soit capable de tenir face au monde globalisé? Que doit-on refuser d'abandonner malgré les menaces qui planent sur la prospérité et l'avenir des générations à venir?

En essayant de répondre à ces questions nous avons engagé un travail sur les valeurs européennes partagées par les représentants des trois nations (deux

membres actuels de l'Union) et une candidate très pressée d'en faire partie. Il s'agissait en occurrence des Allemands, des Français et des Polonais.

Dans ce texte, nous souhaitons faire état de résultats de recherches à travers lesquelles nous avons tenté de comprendre quelles valeurs composent la zone symbolique de partage entre ces trois nations.

Quelles sont les valeurs nationales qui peuvent être modifiées, voire oubliées, si on considère que l'appartenance à l'Union européenne constitue une valeur suprême pour les peuples qui s'engagent sur le chemin d'élargissement de l'Union vers l'Est. Enfin nous avons cherché à repérer, bien que de manière approximative, où se situent les frontières symboliques infranchissables au-delà desquelles l'appartenance à la communauté européenne est vécue par ses membres, ou ses futurs membres « ordinaires », en terme d'acteurs sociaux, comme une perte, ou même comme un sacrifice impossible à accepter.

Sur le plan pratique, nous avons posé trois questions aux groupes nationaux qui ont participé à un séminaire de recherche qui s'est déroulé à Grenoble ³, durant une semaine de novembre 2000.

Nos questions ont été formulées de la façon suivante:

- Que souhaitez vous apporter ou partager avec les autres membres de l'Union?
- À quoi acceptez vous de renoncer pour en faire partie?
- À qui refusez vous renoncer?

Remarques préalables

Avant d'entrer dans le détail des résultats obtenus, il nous faut exprimer quelques réserves quant à leur statut ontologique et leur valeur scientifique.

³ La recherche, dont une partie des résultats est présentée dans cet article a été réalisée au cours d'un séminaire de formation de type recherche -action. Celui-ci a été organisé dans le cadre des activités de l'Association Calliope de Grenoble en partenariat avec l'Office Franco-Allemand pour la Jeunesse. Le séminaire a réuni 23 participants répartis en trois groupes. Il a eu lieu du 30 octobre au 4 novembre 2000 à Grenoble.

Des réserves doivent être exprimées quant à la manière dont nous avons obtenu nos résultats. Les méthodes d'investigation, appliquées pendant une semaine, comportaient une dimension dynamique relative à la situation de « face à face » dans laquelle nous avons situé les participants du séminaire. La progressivité des sujets abordés, dans l'ordre: valeurs personnelles, valeurs nationales, valeurs européennes; ainsi que l'utilisation de plusieurs méthodes de travail et de recherche telles que: questionnaire d'enquête, travail collectif d'expression graphique et présentation orale, travail individuel et négociations collectives avec ou sans traces écrites, ont, sans doute, produit « un état particulier » de la pensée que nous retracerons plus loin.

Les résultats exposés ici ne peuvent pas être compris si nous ne leur donnons un statut.

Nous sommes en face d'expression d'opinions et d'attitudes qui ont une dimension individuelle et collective. Ces opinions et attitudes ont été exprimées dans le contexte particulier du séminaire évoqué plus haut, mais elles s'enracinent dans la dynamique des histoires personnelles et collectives vécues directement ou non, conscientes et inconscientes, auxquelles, en tant que chercheurs, nous n'avons pas eu accès. Ainsi la dimension non-mesurable de cet aspect de nos résultats est très importante.

Quant à la valeur des opinions exprimées que nous présentons plus loin, il est évident qu'il ne peut s'agir ici de résultats représentatifs, et encore moins définitifs⁴. Nous ne pouvons considérer que les personnes que nous avons réunies à Grenoble ont représenté, de quelque manière que se soit, leurs sociétés respectives, par contre, nous pouvons penser que leurs opinions expriment une partie de la pensée collective véhiculée dans leur pays.

⁴ Le groupe français était composé de six personnes, travailleurs sociaux, de 26 à 52 ans venant tous de la région Rhône-Alpes. Le groupe allemand était composé de sept personnes, de 21 à 48 ans. Tous les participants étaient des travailleurs sociaux, venant de l'Est (les nouveaux Lander) et de l'Ouest de l'Allemagne. Enfin le groupe polonais était composé de dix personnes, de 23 à 45 ans. Ils étaient soit étudiants, soit enseignants de l'Université Économique de Silésie. Tous les groupes étaient mixtes. Dans le groupe français et allemand, le nombre de personnes mariées a prédominé alors que dans le groupe polonais, les célibataires étaient en majorité, ce qui renforce leur jeunesse en termes de caractéristiques socio-démographiques.

En outre, il est important de garder en mémoire que les personnes dont les opinions sont analysées sont porteuses de plusieurs identités collectives qui ne peuvent se réduire seulement à l'appartenance nationale. Nous savons, car de multiples recherches le prouvent, que l'âge et le sexe des personnes, l'éducation qui apporte un capital culturel particulier, les trajectoires personnelles et d'autres éléments du vécu individuel propres aux contextes d'altérité participent à la construction des identités multiples et des modes de pensée spécifiques aux individus et groupes. Ainsi le fait que les Allemands et les Français appartiennent à une profession de travailleurs sociaux influence sûrement le regard qu'ils posent sur leurs sociétés respectives et sur le fonctionnement de l'Union Européenne dont ils font partie. Par contre les Polonais, sur la liste d'attente à l'entrée de l'Union, de par leur statut d'étudiants ou d'enseignants en économie partagent un autre référentiel collectif de la pensée et de ce fait, leurs opinions peuvent correspondre à une vision différente de l'Europe.

Finalement, une dernière remarque s'impose. L'ensemble de résultats que nous analysons doit être lu dans sa globalité, car les opinions exprimées sur un sujet ne peuvent pas être détachées des opinions exprimées sur les autres sujets abordés au cours du séminaire, d'autant plus que les groupes ont dû répondre aux trois questions relatives aux valeurs européennes en même temps et de manière collective.

Cette modalité de travail supposait une phase d'échanges en groupes nationaux, puis une phase de négociation définitive et une séance de présentations aux autres groupes, enfin, un débat collectif international. Par ailleurs, la méthode de travail proposée aux participants du séminaire leur suggérait une approche globale de la problématique européenne.

Aussi bien la forme expérimentale du travail, que les caractéristiques des participants et leur motivation de faire partie de cette expérience ont obligatoirement un impact sur les résultats. Sans nous attarder sur les détails, il faut ajouter que tous les participants étaient des Européens convaincus, intéressés par les rencontres et par les situations d'interculturalité qui ont marqué le contexte de cette expérience.

Apporter et partager dans la communauté européenne élargie

Le projet de construction européenne est un projet dynamique. Depuis ses débuts, il est en permanence réajusté, renégocié, et tendu vers le futur, non seulement à travers une ouverture géographique et culturelle de plus en plus large, mais aussi à travers les champs d'action qui vont en s'élargissant des activités économiques et politiques vers des actions de maintien de la paix et vers la construction de l'Europe sociale. Cette ouverture concerne et implique de plus en plus les citoyens « lambdas » vivant dans les pays de l'Union car, au moins depuis le Traité de Maastricht qui porte, entre autres, sur la libre circulation des biens, des personnes, et des capitaux, et depuis la création de la zone Euro, la vie de toute personne dans sa dimension quotidienne, est en partie réglementée par la législation européenne. Ainsi le sens donné à l'Union n'est plus une question abstraite discutée dans les cabinets ministériels, et lors des conférences et des sommets d'États, mais une affaire de tous les jours vécue à travers l'ouverture des frontières, à travers la présence des nouveaux immigrants et des nouvelles marchandises dans la boutique au coin de la rue. L'Europe Unifiée a pris un sens dans la vie des individus, elle fait partie de leur réalité, elle s'impose en tant que sujet de réflexions.

Il semble que nous sommes tous, plus ou moins, des acteurs porteurs de l'idée européenne.

Loin des décisions politiques, des débats au Parlement de Strasbourg, et des négociations permanentes de la Commission Européenne, nous, les citoyens de l'Union, que souhaitons nous partager, que partagerions-nous?

Quel sens donnons nous à cette vie communautaire, que les hommes politiques construisent en notre nom?

Comment négocions-nous notre appartenance à la nation de nos pères et de nos grands-pères qui nous mettait à l'intérieur des territoires politiques avec leurs frontières, avec cette nouvelle nécessité du partage d'une Europe dont les contours sont encore difficiles à percevoir?

À l'intérieur de l'Europe, chaque société partage un sentiment d'avoir certaines forces, acquisitions, capacités et, en même temps, peut être consciente

de ses faiblesses et de ses incapacités. Faire partie d'une communauté plus large peut être vécu comme une possibilité de partager ses forces, et comme une opportunité de combler ses faiblesses. Partager, suppose ne pas mettre en danger autrui, lui apporter pour l'enrichir et s'enrichir de ce qu'il nous apporte. De ce fait, il s'agit de porter un regard critique sur soi, sur les besoins des autres, il s'agit d'évaluer la pertinence de nos propositions, d'accepter les critiques des autres.

Dans un premier temps, le tableau 1, peut être lu, comme l'expression de la conscience de la force nationale. Ainsi il n'est pas surprenant que les Allemands se définissent comme les détenteurs d'un savoir en gestion économique, sociale et écologique, les Français, riches d'une tradition de démocratie politique, tandis que les Polonais sont conscients de l'importance de leur position stratégique sur la carte géopolitique de l'Europe et de leurs capacités d'adaptation et d'ouverture. Ainsi chaque peuple veut partager ce dont il se sent fier, en évaluant peut-être, un manque chez les autres.

D'autre part, les Allemands sont conscients de leur richesse relative, mais connaissent déjà les avatars de l'économie de marché, aussi pensent-ils à l'économie sociale pour l'Europe de demain. Les Français expriment leur attachement à des valeurs républicaines, et notamment à celle de l'égalité qui constitue pour eux un point de repère important. En même temps en se référant aux expériences des dernières années, alors que leur pays a beaucoup souffert du chômage, ils attribuent une valeur importante à la notion du travail et notamment à la nécessité de le partager. Nous pouvons penser que leur statut de travailleurs sociaux est ici très fortement visible.

Revenons aux propositions exprimées. Les Polonais proposent de partager et d'apporter à l'Europe un certain nombre de valeurs et font d'une évaluation réaliste de leurs richesses économiques. Nous pouvons avoir l'impression qu'ils cherchent à combler un manque dans ce domaine par une approche plus abstraite, plus humaniste qui pourtant ne manque pas d'éléments d'autosatisfaction nationale. Ils se disent intelligents et capables de bien travailler. En effet, on les retrouve nombreux sur tous les grands chantiers à Berlin, alors que les Allemands, forts de leurs méthodes de gestion sont les premiers investisseurs étrangers en Europe de l'Est.

L'ensemble de nos résultats (voir en particulier les tableaux 3 et 4), montre que pour tous les Européens, de l'Ouest et de l'Est, le travail, l'accès au travail et la qualité des travailleurs constituent une base commune et partagée.

Dans l'ensemble des opinions exprimées nous apercevons un fort souhait de partager, et même, si la volonté des Allemands de nous faire partager leur cuisine variée peut nous faire sourire, car nous aurions préféré accepter ce genre de proposition de la part des Français dont la cuisine est réputée, nous pouvons comprendre qu'ils cherchent à partager ce qu'ils aiment. Ainsi les zones de partages qui se manifestent ici se présentent plus sur le plan de complémentarités, qui peuvent, en effet, faire bénéficier l'Europe de demain des toutes les richesses (économiques et sociales) dont sont capables ses membres, aussi bien collectivement qu'individuellement. Car là, où les uns se sentent capables d'apporter leur savoir-faire et leur argent, les autres se croient capables d'apporter un savoir-être, et les règles de la vie démocratique.

TABLEAU 1

Souhaitent apporter ou partager dans l'Union Européenne

Les Allemands	Les Français	Les Polonais
Expériences dans les domaines de gestion des économies, problèmes sociaux et culturels Aide Financière Économie de marché à dimension sociale Recyclage Cuisine variée Hospitalité et la gentillesse allemande	Marché de l'emploi avec reconnaissance des diplômes et équité des salaires Participation aux élections	Patrimoine culturel Sécurité par le déplacement des frontières de l'Union vers l'Est Ensembles de valeurs telles que : – Optimisme, – Potentiel intellectuel, – Hospitalité, – Ouverture vers les autres, – Amour, – Capacité de travail

Pour en finir avec ce sujet, il faut évoquer le contenu du débat qui a eu lieu après présentation de ces propositions, car toute construction d'une commu-

nauté supranationale suppose un débat et des ajustements réciproques qui naissent dans un contexte de réactions à des propositions exprimées.

La réaction la plus forte à évoquer ici est celle partagée par les Polonais et les Français. Elle a consisté à faire remarquer que les Allemands adoptent une attitude de donneurs de conseil et d'argent, et même de recettes de cuisine, mais ne cherchent pas à partager dans le sens de « prendre ». Cette attitude était vécue par le groupe français et polonais comme une forme de domination de la part d'un groupe qui appartenait à la société la plus riche de l'Union, et était interprétée comme une injonction d'avoir à suivre le modèle de la réussite allemande.

D'autre part, les Polonais ont exprimé leur gêne de ne pouvoir apporter dans l'Union des choses plus concrètes que les valeurs et la fameuse « pureté morale » objet de plaisanteries en Pologne. Ils ressentaient ainsi leur situation de faiblesse, d'inégalité au moment même de l'intégration dans l'Union, qui les rendait d'autant plus critique face à la proposition allemande.

Ainsi nous avons pu observer comment, dans un contexte réduit à 23 personnes, un sentiment d'infériorité de même que celui d'une certaine supériorité (peut importe s'il s'agissait de ressentiments justes) peuvent produire des effets négatifs, faire naître les rapports de forces, qui n'ont pas été nécessairement imaginés par les auteurs des propositions. Cette complication dans les rapports réciproques devait prendre une dimension importante par la suite.

Logiques de renoncement

Il est une chose de savoir et de pouvoir donner et prendre, et une autre de se voir obligé de renoncer à certains aspects de la vie, des valeurs ou encore des choses plus concrètes, comme, par exemples son niveau de vie. Chaque acte de renoncement suppose une réflexion critique sur la collectivité d'appartenance, un refus d'acceptation de certains aspects de son fonctionnement. Cette distanciation n'est ni facile à faire, ni facile à exprimer.

Interrogés sur les possibilités de renoncement, les trois groupes ont fait preuve d'une certaine capacité d'autocritique. Ainsi ils se déclarent prêts à

renoncer à des choses qui, soit, disfonctionnent dans leur pays, soit, ne correspondent pas à l'image qu'ils cherchent à donner dans la communauté européenne. Il est important d'observer que cette autocritique ne se pas fait au même niveau.

Car si les Polonais et les Allemands ont centré leur réflexion sur les capacités des hommes à faire partie de l'Europe en parlant ainsi de l'esprit de clocher, d'égoïsme et d'autosatisfaction, les Français concentrent leur réflexion sur le fonctionnement des institutions de l'État. Dans tous les cas, les trois groupes montrent une certaine volonté de changement et d'ouverture qui peut se traduire par une acceptation des modèles et des propositions venant d'ailleurs. Nous pouvons penser que l'appartenance à l'Union Européenne peut-être investie comme une chance qui permet d'améliorer son pays, et peut-être, d'éliminer certains défauts nationaux, non seulement sur le plan économique, mais aussi sur le plan moral. Mais nous sommes loin de percevoir, dans les réponses des trois groupes, les éléments d'envisagés par exemple par Jürgen Habermas évoquant la communauté capable de négocier un contenu de la nouvelle morale républicaine pour l'Europe et l'humanité entière.

Nous observons, par contre, que les Français se révèlent très critiques à l'égard de leur système d'enseignement, pourtant considéré comme un modèle dans le monde entier, car capable de former des gens cultivés. Il semble qu'ils évaluent ce système de point de vue de la production de l'échec scolaire et ils rejettent son élitisme excessif. De leur côté, les Polonais, pourtant, tous catholiques et attachés à la foi, expriment une volonté de limiter le pouvoir politique de l'Église Polonaise, car l'Europe peut leur apporter la séparation de l'Église et de l'État, or comme on le verra plus loin, ils n'envisagent pas pour autant de se séparer de la religion catholique qu'ils considèrent comme un élément fondamental d'identité nationale.

Il nous semble que seuls les Allemands ont fait un vrai effort de renoncement en abordant les privilèges dont bénéficient leurs fonctionnaires et le problème de la monnaie allemande, mais ils ont tout de même ajouté, qu'ils le font « contraints et forcés », car toutes les décisions sont déjà prises. Dans l'ensemble, il faut considérer que les trois groupes ne sont pas prêts à consentir des

renoncements importants. Par rapport à cette dimension de la construction européenne, l'Union est vécue plus comme une opportunité que comme un projet ou une idée qui mérite des sacrifices.

TABLEAU 2
Acceptent de renoncer

Les Allemands	Les Français	Les Polonais
Monnaie allemande – Mark Fonctionnaires nationaux avec leurs privilèges Excès de l'économie de marché Valeurs telles que: Ponctualité, Côté « petit bourgeois » et enfermé sur soi Fast food – style Mc Donald	Système d'éducation Système pénitencier Système pénal appliqué à la consommation de toxiques	Monnaie polonaise – Zloty Influence de l'Église dans les affaires politiques Valeurs telles que: Égocentrisme, Esprit de clocher, Ambitions nationales

Il nous semble intéressant de rapporter ici une anecdote, un élément de débat sur les différentes qualités de chocolat autour desquelles s'est engagée une discussion entre Polonais et Allemands. Elle est significative des conditions réelles dans lesquelles est vécu le renoncement envisagé par les deux groupes. Les Allemands ont déclaré oralement, qu'il étaient prêts à admettre, à titre d'exemple que, dans leurs supermarchés, une seule qualité de chocolat soit disponible, car ils rejettent les excès de l'économie de marché. A travers cette proposition, ils voulaient faire comprendre aux autres groupes que le développement excessif de l'économie de marché est humainement irresponsable car il suppose, entre autre, un gaspillage de matières premières et d'énergie, des menaces écologiques, une orientation des valeurs vers l'« avoir » et l'oubli de l'« être ».

Les Polonais ont réagi violemment à cette proposition, en disant – *c'est facile de renoncer, après avoir eut un marché rempli de chocolat durant des*

décennies, nous aussi, nous voulons profiter de cette possibilité de choisir et goûter aux plaisirs de la vie.

À travers cet exemple, nous pouvons voir que le sentiment d'inégalité s'applique aussi aux capacités et aux volontés de renoncement. Les Polonais, comme de nombreuses sociétés de l'Europe Centrale et Orientale, ont vécu longtemps derrière un rideau de fer, dans une économie de pénurie, et l'Union Européenne se présente pour eux comme un espace de marché libre, un espace de consommation, un espace de prospérité qui dans son ensemble représente pour eux la modernité. Ainsi il leur paraît difficile, voire impossible, de penser l'Europe du futur sans cette forme particulière de liberté qu'offre l'économie de marché.

De manière générale, dans le débat qui a accompagné la présentation de ces propositions de renoncements, les trois groupes s'accusent d'un manque d'esprit européen, d'un manque de compréhension des autres, car tous les participants du séminaire, placés face à leurs énoncés ont vite compris que, finalement, personne ne se déclare prêt à renoncer à grand chose.

Ceci ne constitue-t-il pas un vrai problème, dans tous les débats sur le renouvellement des institutions européennes et sur l'élargissement (voire le déroulement de la Conférence de Nice en décembre 2000) – comment engager ces projets sans que quiconque ne soit obligé de renoncer à quelque chose?

Les frontières symboliques

Nous arrivons à la dernière partie de cette analyse, dans laquelle nous allons expliquer où se trouvent les zones que nous pouvons définir comme « non-négociables » dans le projet européen. Il s'agissait, de la part des participants d'exprimer un certain avertissement pour les concepteurs de l'Europe de demain, en les mettant en garde, en les mettant face aux limites qui sont propres à chaque pays.

La première idée qui se dégage de la lecture du tableau 3 nous amène à constater que les membres actuels de l'Union Européenne expriment une forte

volonté de conserver les acquis les plus importants partagés par leurs sociétés respectives. Ces acquis sont pensés en fonction de cultures nationales spécifiques, car il s'agit du niveau de vie pour les Allemands, défenseurs de la prospérité économique et des libertés pour les Français, attachés, comme nous les avons vus, aux valeurs républicaines. Les Français qui ils souhaitent que la liberté soit partagée par les peuples de l'Europe, souhaitent la garder tout d'abord pour eux.

Les Polonais restent relativement nationalistes et cherchent à mettre en avant les piliers de l'identité nationale: la foi catholique, la langue, les symboles nationaux. Ainsi pour les Polonais l'Europe peut présenter beaucoup d'avantages économiques (n'oublions pas que le groupe polonais était composé d'étudiants et d'enseignants en économie), mais elle comporte également le risque de perdre sa tradition et son identité nationale aux profits d'avantages économiques.

Les trois groupes expriment ainsi où se situent les zones de « non-négociable », qui peuvent, bien évidemment, devenir des zones de conflits potentiels.

Les Français mettent en avant l'idée de laïcité de l'école. Les Polonais se montrent attachés à la foi car, chez eux l'enseignement de la religion se fait à l'école.

Alors, quelle place pour les traditions religieuses dans l'Europe élargie, dans leurs différences actuelles sont-elles ré-ajustables?

TABLEAU 3
Ne peuvent pas abandonner

Les Allemands	Les Français	Les Polonais
Stabilité économique et niveau de vie Degré de sécurité sociale, retraites etc. Plein emploi Vie agréable et familiale Culture allemande avec son humour, ses feuilletons télévisés	Liberté de parole Liberté de penser et circuler Laïcité notamment de l'école Égalité homme-femme Libre accès aux soins pour toute la population y compris immigré Présomption d'innocence	Foi catholique Famille Langue polonaise Égalité des citoyens Traditions nationales Symboles nationaux – hymne, drapeaux etc.

décennies, nous aussi, nous voulons profiter de cette possibilité de choisir et goûter aux plaisirs de la vie.

À travers cet exemple, nous pouvons voir que le sentiment d'inégalité s'applique aussi aux capacités et aux volontés de renoncement. Les Polonais, comme de nombreuses sociétés de l'Europe Centrale et Orientale, ont vécu longtemps derrière un rideau de fer, dans une économie de pénurie, et l'Union Européenne se présente pour eux comme un espace de marché libre, un espace de consommation, un espace de prospérité qui dans son ensemble représente pour eux la modernité. Ainsi il leur paraît difficile, voire impossible, de penser l'Europe du futur sans cette forme particulière de liberté qu'offre l'économie de marché.

De manière générale, dans le débat qui a accompagné la présentation de ces propositions de renoncements, les trois groupes s'accusent d'un manque d'esprit européen, d'un manque de compréhension des autres, car tous les participants du séminaire, placés face à leurs énoncés ont vite compris que, finalement, personne ne se déclare prêt à renoncer à grand chose.

Ceci ne constitue-t-il pas un vrai problème, dans tous les débats sur le renouvellement des institutions européennes et sur l'élargissement (voire le déroulement de la Conférence de Nice en décembre 2000) – comment engager ces projets sans que quiconque ne soit obligé de renoncer à quelque chose?

Les frontières symboliques

Nous arrivons à la dernière partie de cette analyse, dans laquelle nous allons expliquer où se trouvent les zones que nous pouvons définir comme « non-négociables » dans le projet européen. Il s'agissait, de la part des participants d'exprimer un certain avertissement pour les concepteurs de l'Europe de demain, en les mettant en garde, en les mettant face aux limites qui sont propres à chaque pays.

La première idée qui se dégage de la lecture du tableau 3 nous amène à constater que les membres actuels de l'Union Européenne expriment une forte

volonté de conserver les acquis les plus importants partagés par leurs sociétés respectives. Ces acquis sont pensés en fonction de cultures nationales spécifiques, car il s'agit du niveau de vie pour les Allemands, défenseurs de la prospérité économique et des libertés pour les Français, attachés, comme nous les avons vus, aux valeurs républicaines. Les Français qui ils souhaitent que la liberté soit partagée par les peuples de l'Europe, souhaitent la garder tout d'abord pour eux.

Les Polonais restent relativement nationalistes et cherchent à mettre en avant les piliers de l'identité nationale: la foi catholique, la langue, les symboles nationaux. Ainsi pour les Polonais l'Europe peut présenter beaucoup d'avantages économiques (n'oublions pas que le groupe polonais était composé d'étudiants et d'enseignants en économie), mais elle comporte également le risque de perdre sa tradition et son identité nationale aux profits d'avantages économiques.

Les trois groupes expriment ainsi où se situent les zones de « non-négociable », qui peuvent, bien évidemment, devenir des zones de conflits potentiels.

Les Français mettent en avant l'idée de laïcité de l'école. Les Polonais se montrent attachés à la foi car, chez eux l'enseignement de la religion se fait à l'école.

Alors, quelle place pour les traditions religieuses dans l'Europe élargie, dans leurs différences actuelles sont-elles ré-ajustables?

TABLEAU 3
Ne peuvent pas abandonner

Les Allemands	Les Français	Les Polonais
Stabilité économique et niveau de vie Degré de sécurité sociale, retraites etc. Plein emploi Vie agréable et familiale Culture allemande avec son humour, ses feuilletons télévisés	Liberté de parole Liberté de penser et circuler Laïcité notamment de l'école Égalité homme-femme Libre accès aux soins pour toute la population y compris immigré Présomption d'innocence	Foi catholique Famille Langue polonaise Égalité des citoyens Traditions nationales Symboles nationaux – hymne, drapeaux etc.

sur elle-même. Il faut reconnaître que la récente réunification allemande s'est faite dans des conditions différentes de celles de 1870.

Aujourd'hui, le rôle que joue Allemagne dans l'Union Européenne, son engagement dans le maintien de la paix, dans la reconstruction des villes yougoslaves détruites durant les guerres récentes en Serbie et au Kosovo, lui donnent, ainsi qu'aux Allemands, une nouvelle respectabilité en Europe. Or, nous avons pu observer lors du séminaire que les Polonais restent très susceptibles face à cette respectabilité, car l'importance de leur voisin allemand, le degré de sa présence économique en Pologne leur faire peur et met à rude épreuve leur sentiment de fierté nationale. Ainsi « la question allemande » était au cœur des tous les débats collectifs engagés lors de notre séminaire.

Ce « face à face » germano-polonaise, dont nous étions témoins, interroge les fondements de l'organisation de l'élargissement vers l'Est. Nous savons qu'une des bases de la culture occidentale est la logique de don et de contre-don, ainsi pour pouvoir prendre il faut pouvoir donner. Les Polonais qui peuvent être considérés ici comme un exemple de peuples qui souhaitent faire partie de l'Union, ont exprimé durant le séminaire, un vif sentiment de ne pouvoir donner grand chose, car toutes les choses importantes pour eux n'ont pas vraiment de valeur dans les négociations qui les engagent avec les pays membres de l'Union. Il s'agit ici de l'expression d'une incompréhension culturelle fondamentale, car la valeur que l'Europe accorde à leur pays repose, comme ils le pensent, sur application de critères qu'ils jugent secondaires, voire, pour certaines, humiliants. En effet il s'agit essentiellement de critères économiques et juridiques formels, tels que: nombre d'habitants, nombre de lois à changer, conditions de sécurité, montant d'investissements directs, nombre de routes à construire, nombre d'entreprises à liquider, nombre de lignes téléphoniques à mettre en place etc. Or, la fierté et l'identité collective polonaise se construisent autour de valeurs culturelles, de la participation polonaise dans le développement de la culture européenne et mondiale (Chopin, Copernic, Jean Paul II, Milosz, Walesa).

Il n'est pas étonnant que les Polonais se posent alors la question: quelle sera notre place réelle dans l'Union élargie, serons-nous enfermés dans le rôle de l'ouverture orientale et de la frontière Est de l'Union?

Ou, peut-être, notre valeur correspond-elle à l'importance du marché de consommation pour les produits occidentaux et de la main d'œuvre à bas prix pour les entreprises délocalisées de nos puissants voisins de l'Ouest? Ces questions, exprimées clairement lors du séminaire de Grenoble, ne se posent pas seulement en Pologne. Tous les pays candidats, dans l'antichambre de l'Union, les posent plus ou moins directement, car si l'Europe est vécue par les habitants de tous ces pays comme une opportunité historique, elle présente également un certain nombre de menaces, en termes de perte d'autonomie économique et politique, et peut-être, en terme, de disparition d'identités culturelles spécifiques.